

le paiement aux salariés détachés, pendant toute la période de leur travail sur le territoire français, des salaires et de leurs accessoires, ainsi que des indemnités résultant du chapitre premier du titre V.

R. 1262-18

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les garanties souscrites dans leur pays d'origine par les entreprises établies dans un Etat membre de l'Union européenne, partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou dans la Confédération helvétique peuvent être regardées comme équivalentes à la garantie financière prévue à l'article **R. 1262-17** si elles assurent la même protection aux salariés concernés.

Section 7 : Détachement de plus de douze mois

R. 1262-18-1

Décret n°2020-916 du 28 juillet 2020 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour l'application du dernier alinéa du II de l'article **L. 1262-4**, l'employeur complète, pour chaque salarié détaché concerné, la déclaration de détachement prévue au I de l'article **L. 1262-2-I**, en utilisant le télé-service "SIPSI", avec les éléments suivants :

- 1° La durée de la prorogation de l'application des règles relevant des matières énumérées au I de l'article **L. 1262-4** pour une durée d'au plus six mois supplémentaires ;
- 2° Le motif de la prorogation.

Section 8 : Dispositions diverses

R. 1262-19

DÉCRET n°2015-364 du 30 mars 2015 - art. 12

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les dispositions des articles **R. 4231-1** à **R. 4231-4**, **R. 8281-1** à **R. 8281-4** et **R. 8282-1** sont applicables aux salariés détachés en France.

Chapitre III : Contrôle

Section 1 : Dispositions communes

R. 1263-1

Décret n°2023-185 du 17 mars 2023 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-L'employeur établi hors de France conserve sur le lieu de travail du salarié détaché sur le territoire national ou, en cas d'impossibilité matérielle, dans tout autre lieu accessible à son représentant désigné en application de l'article **L. 1262-2-I** et présente sans délai, à la demande de l'inspection du travail du lieu où est accomplie la prestation, les documents mentionnés au présent article.

II.-Les documents requis aux fins de vérifier les informations relatives aux salariés détachés sont les suivants :
1° Lorsqu'il fait l'objet d'un écrit, le contrat de travail ou tout document équivalent attestant notamment du lieu de recrutement du salarié ;